



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE NEUILLY-EN-VEXIN

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2025

19-2025

**OBJET : Délibération pour installation de deux barrières de protection d'accès aux chemins ruraux « chemin de Marines à Chavençon » situées de part et d'autre proche de la rue du Heaulme et Rue de Marines.**

TOTAL Nombre de membres en exercice : 8

Par suite d'une convocation du 09 décembre 2025, les membres composant le conseil municipal se sont réunis en mairie, à 19 heures 30, sous la présidence de Jérôme OLIVIER, Maire.

Présents : 5

Jérôme OLIVIER, Maire	Frédéric MARCHAND
Martine GERBER	Snezana MALBRANQUE
Antonio DA COSTA	

o Absent et 3 procurations :		
Benoît COQUILLARD	Pouvoir à	Jérôme OLIVIER, Maire
Philippe CAPRON	Pouvoir à	Snezana MALBRANQUE
Laurence ROCHAS	Pouvoir à	Antonio DA COSTA

Monsieur le Maire a ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé en conformité avec l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, à la nomination d'un secrétaire pris au sein du conseil.

**Martine GERBER** est désignée pour remplir cette fonction.

**Monsieur le Maire**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29 ;

**Vu** le guide des aides aux communes et groupement de communes du Parc Naturel Régional du Vexin Français et précisément l'aide au titre du dispositif environnement ;

**Rappelle** l'importance de la mise en place de deux barrières situées de part et d'autre du chemin de Chavençon à Marines ;

**Informe** de sa volonté de garantir et de protéger l'accès aux chemins concernés, fréquemment touchés par des dépôts sauvages régulièrement évacués par l'équipe municipale ;

**Souligne** la nécessité de mettre un terme à la dégradation progressive de ces chemins ;

**Propose** l'installation de deux barrières, assorties de panneaux réglementaires, afin d'en limiter l'accès et de prévenir de nouveaux dépôts ;

**Rappelle** la visite technique effectuée le 13 octobre 2025 par Madame Irène Hedrich, chargée de mission « activités de pleine nature et circulation douce » ;

**Informe** que le coût prévisionnel de l'installation des barrières avec les panneaux est estimé à 8 080€ HT, soit 9 696€ TTC.

Monsieur le Maire expose le plan de financement suivant :

Montant de l'opération TTC	Montant de l'opération HT	Subvention prévisionnelle 70 % PNR HT	A charge Commune HT	Période Réalisation
9 696.00€	8 080.00€	5 656.00€	2 424.00€	1er trimestre 2026

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :**

**Décide** de solliciter une subvention au titre du PNR.

**Précise** que la commune prendra à sa charge la différence entre le montant de l'opération et la subvention accordée.

**Charge Monsieur le Maire** de signer tous les documents relatifs à l'exécution de cette décision.

**ADOPTÉ :** à l'unanimité des membres présents.

**Pour extrait certifié conforme,**  
À Neuilly-En-Vexin, le 15 décembre 2025

Le Maire, Jérôme OLIVIER,

**Mention d'affichage :**

La présente délibération a été affichée en mairie le 18 décembre 2025

« Le présent acte peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et de sa transmission au Préfet, en adressant un recours administratif préalable à son auteur et/ou un recours hiérarchique au Préfet du Val d'Oise à Cergy. L'absence de réponse dans un délais de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Il peut également être contesté simultanément au recours administratif ou dans un délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet par une requête au Tribunal administratif de Cergy-Pontoise ou sur la plateforme Télérecours citoyen accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). La requête en annulation introduite devant le Tribunal peut être assortie d'une demande de suspension de l'exécution du présent acte. »

Publiée le : 18.12.25

Transmis au contrôle de légalité le : 18.12.25

Le Maire de la commune certifie que la convocation du Conseil municipal et le compte-rendu de la présente délibération ont été affichés à la Mairie conformément aux articles L2121-11 et L2121.25 du Code Général des Collectivités Territoriales

Le Maire,